

23 septembre 2008 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, notamment sur la crise financière, les relations internationales multipolaires et sur la question du nucléaire iranien, à New York le 23 septembre 2008.

LE PRESIDENT - Mesdames et Messieurs, bonjour. Je suis sûr que vos questions seront passionnantes, je les écoute, allez-y.

QUESTION - Est-ce que l'on pourrait avoir un peu de précisions sur le sommet que vous proposez au nom de l'Union européenne sur la crise financière, c'est-à-dire quel format ? Est-ce que c'est au niveau du G8, est-ce que c'est au niveau des pays industrialisés, est-ce que c'est dans le cadre de l'ONU, comment le voyez-vous ?

LE PRESIDENT - Ecoutez, d'abord je crois que ce qui est important, est qu'aucun pays, fût-il le plus puissant au monde, ne peut apporter une réponse efficace à la crise financière que connaît le monde, seul. Alors, la logique, c'est quand même le G8. Puisqu'il s'agit de huit des grandes économies du monde. Mais je ne voudrais pas fermer le débat, à peine après l'avoir ouvert. Et donc, la question des pays émergents, je pense notamment à la Chine, enfin on peut aussi être ouvert là-dessus. Je ne peux pas militer comme je milite pour le G14 et dire que je voudrais uniquement une réunion du G8. Encore que, chacun voit bien que dans la crise financière que nous connaissons, la responsabilité des pays les plus développés est davantage engagée que celle des pays émergents.

Donc ma proposition, c'est au mois de novembre. Pourquoi au mois de novembre ? Parce que l'on peut espérer y voir plus clair. Ce n'est donc pas une réunion à chaud, en plein dans la crise. Mais, en même temps, c'est avant la fin d'année donc on peut tirer les conséquences.

Le format, c'est à partir du G8 mais avec une possibilité d'ouverture sur les pays émergents. Par ailleurs, je souhaite que cela concerne les chefs d'Etat et de gouvernement, les autorités de régulation, de façon à ce que nous puissions évoquer l'ensemble des questions posées par la régulation et la crise financière.

QUESTION - Vous avez évoqué hier et aujourd'hui un appel à des sanctions. Au-delà de la force de l'appel, comment concrètement trouver les responsables et quelles mesures peut-on envisager pour les poursuivre ?

LE PRESIDENT - D'abord, je ne suis pas un fanatique des sanctions, je suis engagé dans un système de responsabilité. L'économie de marché fonctionne autour de deux concepts : la liberté et la responsabilité. C'est ce qui a fait l'économie de marché. La liberté sans responsabilité nous conduit où ? Où en sommes-nous aujourd'hui ? Donc, ce qui compte, c'est que chacun assume ses responsabilités. Et peut-être que l'on peut, en quelques mots, revenir sur cette crise qui est l'une des plus graves que le monde ait connue depuis la crise financière des années 30.

Cette crise est venue d'une véritable déviation des mécanismes de l'économie de marché. D'un capitalisme qui, au lieu d'être tourné vers la production, s'est engagé vers la spéculation.

L'affaire n'a pas commencé avec les subprimes, l'affaire a commencé avec les hedge funds, à qui il s'est trouvé des établissements financiers pour prêter sans compter, pour acheter à n'importe quel prix, sans aucune préoccupation de la création de valeurs.

Le système de rémunération est totalement déconnecté des règles de l'économie de marché. Je

rappelle que dans l'économie de marché c'est la prise de risque, la création de valeur qui est récompensée et non pas un système fou qui est notre système depuis des années. Les agences de notation avaient un rôle. Ce rôle a-t-il été assumé ?

Les critères de solvabilité des banques, est-ce que les actifs des banques doivent être calculés en vertu exclusive de leur valeur de marché, ou est-ce que l'on peut réfléchir à d'autres règles afin de ne pas aggraver la crise, les dérèglements monétaires auxquels nous avons assisté.

Je soutiens les décisions qui ont été prises par le gouvernement américain. Mais, enfin, chacun voit bien qu'entre l'Europe et les Etats-Unis, il faut qu'il y ait une coordination. On ne peut pas ignorer ce qu'il se passe.

J'ai eu hier des entretiens passionnants avec les dirigeants de la Fed, pour parler avec eux, échanger avec eux, comprendre ce qu'il s'est passé. On me dit : « on ne sait pas qui est responsable » Permettez-moi de vous dire que quand cela allait bien, on savait qui touchait les bonus. Voilà donc un système bien curieux ! Quand cela marche et qu'il faut se partager des bonus gigantesques, on connaît les responsables. Pas de problème. Voilà donc que cela ne marche plus, qu'il y a des déficits et, alors là, on ne connaît pas les responsables. J'observe qu'il y a eu quelques banques et pas les moindres en faillite. J'observe que le contribuable américain va être fortement sollicité. Et je pense que les Etats-Unis d'Amérique ont eu raison de défendre leur système bancaire parce qu'en le défendant, c'est l'épargne des braves gens que l'on défend. Il y a des conseils d'administration, il y a des dirigeants. Ces dirigeants-là justifiaient leur rémunération, comment ? Parce qu'ils étaient responsables. Comment peut-on prétendre que l'on est responsable du succès et pas responsable de l'échec ?

L'avantage avec la politique, M. DARMON, c'est que côté responsabilité, c'est assez clair. En tout cas, quand cela ne va pas. Quand cela va, c'est un peu plus dilué.

QUESTION - Monsieur le Président il y a beaucoup de journalistes qui travaillent aux Nations Unies ici et qui sont présents aujourd'hui dans cette salle. Je suis leur représentant et je voudrais vous souhaiter la bienvenue et merci pour cette conférence de presse. Je voudrais avoir vos commentaires sur le rapport qui a été sorti la semaine dernière dans lequel l'Union européenne, dont vous êtes le Président et les Etats-Unis ont perdu leur influence sur le vote sur les droits de l'Homme aux Nations Unies. Et, dans le même temps, la Chine, la Russie ont vraiment gagné du terrain et ils ont aussi le soutien des non alliés.

Je voudrais vous demander comment faites-vous pour vraiment ramener l'influence européenne qui avait toujours supporté les droits de l'Homme aux Nations Unies ?

LE PRESIDENT - Le problème, c'est que l'on raisonne au 21ème siècle avec des institutions et des principes du 20ème. Que les Etats-Unis et l'Europe aient moins d'influence relative dans le monde, ce n'est pas un drame. Cela veut dire qu'il y a d'autres continents qui existent, qui veulent exister. C'est une bonne chose. A une condition : c'est que les grandes puissances d'aujourd'hui, au pluriel, réclament leur part de droits et elles ont raison. Mais elles doivent aussi assumer leur part de devoirs.

Le monde n'est plus unipolaire, une grande puissance. Le monde n'est plus bipolaire, allez, l'Ouest et l'Est. Pacte de Varsovie, l'OTAN. Le monde est multipolaire. Partout dans le monde des grandes puissances émergent. A nous d'organiser les Nations Unies autour de cette nouvelle réalité.

Je suis de ceux qui sont profondément choqués qu'il n'y ait pas un membre permanent au Conseil de sécurité qui représente l'Afrique.

Enfin, Monsieur, en 2030, l'Afrique sera plus peuplée que la Chine ou que l'Inde. Plus peuplée. Et on va m'expliquer que pour avoir une place au Conseil de sécurité, il faudra le principe de l'élection. Pardon, je ne trouve pas que cela soit raisonnable. Dans le même temps, il n'y a pas un membre du Conseil de sécurité permanent qui émane d'Amérique du Sud. Et, entre temps, on a laissé aussi de côté l'Inde. Comment voulez-vous que cela fonctionne ? Nous sommes au 21ème siècle, la réforme des institutions doit se faire tout de suite. Et, quant au G14, je trouve cela un peu étonnant que l'on veuille parler des grands dossiers du monde en ignorant un pays arabe. La question des guerres de civilisation, des guerres de religion, comment va-t-on y trouver

une réponse en ignorant - excusez du peu - les pays arabes ?

Cette vision-là, c'est la vision du 19ème siècle ou du 20ème siècle. Nous sommes au 21ème siècle. Pourquoi attendre ? Attendre quoi ? Et derrière, est-ce que l'Europe perd son influence ? Mais pas du tout. L'Europe a une grande influence si l'Europe est exemplaire.

Si l'Europe se dote du paquet énergie-climat et qu'elle montre l'exemple, l'Europe aura de l'influence pour convaincre les autres. Mais la façon d'exercer l'influence, ce n'est pas la même chose. Il y a un siècle, il y a même 10 ans, on pouvait exercer son influence en disant : « on est les plus forts, faites comme nous ». Maintenant, cela ne marche plus. Je vais vous dire une chose, cela ne m'attriste pas que cela ne marche plus. C'est une réalité, c'est le monde d'aujourd'hui.

QUESTION - Donc, vos homologues ont compris qu'il faut une nouvelle équipe et une nouvelle gouvernance mondiale ?

LE PRESIDENT: Si c'était si simple M. MALARD ! Je voudrais surtout que l'on comprenne une chose, c'est que devant l'inquiétude des gens qui ont peur pour leur épargne, qui ont peur de ne pas pouvoir rembourser l'emprunt pour l'appartement, les chefs d'Etat et de gouvernement, nous n'avons pas le droit de subir. Nous n'avons pas le droit de nous incliner devant une fatalité. Il y a une solution. Alors l'Europe et la France, bien sûr, ne veulent pas imposer un concept mais j'aurai du mal à comprendre que l'on refuse le principe de se réunir pour parler de ce qui s'est passé dans des conditions, permettez- moi de le dire, qui étaient prévisibles. Depuis le temps que l'on voit cela.

Des bonus invraisemblables, des décisions d'investissement qui n'avaient aucune réalité économique. Vous savez, quand il y eu un problème avec la Société générale, avec quelques milliards d'euros disparus, j'ai dit à l'époque : le Président de cet établissement, cela ne peut pas être sans conséquence... Je sais que cela a choqué certains mais moi je pense que quand on est le président d'un établissement qui connaît un sinistre pareil, c'est quand même difficile d'expliquer aux braves gens qui ont mis leurs économies dans cette banque que le président, là-haut, il n'était pas responsable. Ce n'est pas une question de vindicte personnelle, cela n'a pas de sens. Pendant des années, tout ceci a fonctionné, des milliards ont circulé, il est temps maintenant de réagir.

J'espère que les choses changent. J'ai d'ailleurs adressé mon discours aux 26 autres pays européens parce que je parlais au nom de l'Europe. Et je ne doute pas qu'ailleurs dans le monde, on ait envie de parler, de tirer les conséquences et de prendre des décisions. Si on ne prend pas des décisions maintenant, cela serait préoccupant.

QUESTION: A l'ONU, pourquoi refusez-vous de rencontrer Mahmoud AHMADINEJAD ?

LE PRESIDENT: Madame, cela m'est difficile de saisir la main d'un homme qui a dit qu'il fallait rayer Israël de la carte. Moi, j'ai des convictions et cette déclaration-là, elle est inacceptable. Inacceptable. L'Iran est un grand pays, issu d'une très grande civilisation. L'Iran a le droit à la paix. Je veux dire les Iraniens, le peuple iranien a le droit d'être respecté et de penser à l'avenir de ses enfants. La France est prête à aider l'Iran à accéder au nucléaire civil mais l'arme nucléaire militaire dans les mains de M. AHMADINEJAD, c'est non. Parce que cela fait courir un risque gigantesque à la paix dans le monde.

Fort heureusement, les sources de pouvoir en Iran sont multiples. Il y a des gens avec qui l'on peut discuter, il faut parler. Mais tant que les Iraniens, dirigeants actuels, ne veulent pas comprendre, alors la France et l'Europe sont clairement pour des sanctions.

Je n'ignore nullement que pour avoir des sanctions plus fortes, il faut un consensus avec, notamment la Russie et avec la Chine. C'est la raison, en revenant à ma première intervention, pour laquelle je demande que l'on associe la Chine aux grandes affaires du monde comme la Russie et comme un certain nombre d'autres puissances émergentes. Parce que si l'on s'y met tous, on pourra éviter le pire. C'est également la raison pour laquelle j'ai repris le contact et le dialogue avec le Président syrien car je suis persuadé que compte tenu des liens historiques entre la Syrie et l'Iran, le Président Bachar ELASSAD peut nous aider à faire bouger l'Iran.

QUESTION: Est-ce que la France se propose d'accueillir cette réunion des chefs d'Etat et de gouvernement que vous proposez en novembre ? Concernant les sanctions, vous aviez promis

gouvernement que vous proposez en novembre : concernant les sanctions, vous avez promis pendant votre campagne présidentielle, de supprimer les parachutes dorés. Est-ce que cela veut dire que la France pourrait donner l'exemple en mettant en oeuvre ce type de mesure dans les mois, les semaines qui viennent ?

LE PRESIDENT : Oui et sur le lieu, il y a plusieurs lieux possibles. Nous n'avons aucune exigence. On peut le faire à Londres, on connaît l'importance de la place de Londres. On peut le faire à Bruxelles, c'est symbolique. On peut le faire à Washington ou à New York et puis on peut le faire à Paris. La question du lieu n'est pas un sujet de préalable.

L'élection présidentielle, comme chacun le sait, aura lieu aux Etats-Unis dans le courant du mois de novembre. De toute manière, c'est le Président BUSH qui sera Président à ce moment-là mais je ne doute pas que si on pouvait faire les choses, le Président BUSH viendrait accompagné de l'équipe du Président élu sans être encore installé puisque les Américains ont un système assez sage qui donne deux mois au Président élu pour réfléchir à son équipe et s'installer. On pourrait parfaitement imaginer cela. J'ajoute que les autorités de régulation sont en place également, qu'elles n'ont pas forcément vocation à changer tout de suite. Si on devait attendre toutes les élections avant de faire quelque chose, je vous rappelle qu'il n'y a pas de Premier ministre au Japon, qu'il va y avoir des élections, que nous sommes dans les élections aux Etats-Unis. Il y aura toujours l'un d'entre nous -et tant mieux- qui sera soumis au processus électoral. Donc, cet argument que l'on pourrait me donner qu'il n'y a pas d'administration américaine, si, il y en a une. Dans ce cas-là, il pourrait venir avec l'administration du Président qui arrive.

QUESTION - Pour ce qui est des parachutes dorés, annoncez-vous que vous les supprimez ?

LE PRESIDENT - J'ai toujours été opposé à un système qui fait qu'avant même qu'on ait commencé, on soit assuré que, quel que soit le résultat, on ne prend pas de risque. Les grandes rémunérations, je n'ai aucun problème. A une seule condition M. DARMON, c'est qu'elles rémunèrent des grands risques. Or, le parachute doré c'est quoi ? C'est un système où, si vous réussissez, on gagne un bonus, si on échoue, on a un bonus aussi. Ce n'est pas compatible avec l'économie de marché.

QUESTION - Monsieur le Président, une double question. Sur la Russie, vous avez dit que vous souhaiteriez la création d'un espace économique entre la Russie et l'Europe. Est-ce que cela va au-delà du partenariat stratégique qui est proposé par l'Union européenne à la Russie ? La conférence que vous voulez voir convoquée en novembre, quel résultat souhaitez-vous en avoir ? Est-ce que c'est un nouveau système financier comme en 1944, on a bâti un nouveau système monétaire ?

LE PRESIDENT - Bretton Woods.

QUESTION - Voilà, est-ce que ce serait un Bretton Woods financier ?

LE PRESIDENT - Sur la Russie, l'Europe ne veut pas de la guerre froide. Et j'ai tout fait pour que les voies du dialogue soient maintenues. L'espace économique commun va au-delà d'un partenariat stratégique tel que nous l'évoquions jusqu'à présent mais reste en-deçà d'un marché commun. Comme nous l'avons fait à l'origine en Europe, on peut se réconcilier, installer la paix grâce à l'économie. Pourquoi ne pas l'imaginer avec la Russie ? Je rappelle que la Russie nous vend 80% de son énergie, que ce qu'elle nous vend représente 40% de nos besoins. N'avons-nous pas, là, un espace fantastique de collaboration et de travail en commun ?

Qu'est-ce que j'attends du sommet ? Déjà, nous allons voir sa faisabilité. Je pense que nous pourrions utilement dégager des principes et de nouvelles règles. Les agences de notation, c'est capital.

La question de l'évaluation des bilans et des solvabilités de la banque, c'est capital. La question des Hedge Funds, c'est capital. La question des rémunérations, c'est capital. La question de la coordination et de l'échange de l'information, c'est capital. La question de la confiance rétablie à l'endroit du système financier, c'est capital.

QUESTION - Quelle est votre position sur le Kosovo ?

LE PRESIDENT - Comme vous le savez, la France a été l'un des premiers pays à reconnaître l'indépendance du Kosovo, à la suite d'un long processus. J'ai toujours dit que la Serbie avait vocation à intégrer l'Union européenne. Je ne considère pas que tout combat à retardement sur

le Kosovo amènera quoi que ce soit à la paix dans les Balkans.

QUESTION - Comment voyez-vous les choses pour ce qui concerne l'Iran et le rôle de Bachar ELASSAD pour faciliter une solution ?

LE PRESIDENT - Je pense que le temps travaille contre l'Iran et contre la paix. La question n'est pas de laisser à M. Bachar EL-ASSAD un délai. M. Bachar EL-ASSAD peut faire passer des messages parce qu'il a la confiance de l'Iran. Ma crainte, c'est que la communauté internationale donne le sentiment de se désintéresser de ce qui est pour moi la crise potentielle la plus grave et, qu'un jour, le monde se réveille avec un conflit de plus. Et à ce moment-là, il ne faudra pas dire que l'on ne savait pas. L'Iran fait courir au monde avec cette affaire de bombe nucléaire, un risque majeur. Une partie des dirigeants iraniens parie sur la lassitude de la communauté internationale. C'est un pari qu'ils font contre leur peuple. C'est ce que j'ai voulu dire. Je considère que c'est le dossier le plus grave, indépendamment des problèmes économiques et financiers, que nous avons à gérer.

Mais cela me permet, en terminant, de vous dire un mot du Soudan puisque je croyais que quand vous aviez commencé votre question, il s'agissait de cela. La France veut que les autorités soudanaises changent radicalement de politique. C'est maintenant à M. BECHIR de savoir ce qu'il veut. Nous voulons le déploiement de la force internationale au Darfour pour arrêter le scandale des milliers de morts, des dizaines de milliers de morts dans cette région d'Afrique. Nous voulons la paix au Soudan. Nous voulons la paix et l'intégrité pour le Tchad. Et nous voulons que des gens qui sont accusés de génocide ne restent pas ministres dans le gouvernement soudanais. Si les autorités soudanaises changent complètement de politique, alors la France n'est pas opposée à ce que soit utilisé l'article 16. Vous savez parfaitement ce qu'il veut dire. La France n'y est pas opposée. Mais que les choses soient claires : il n'y aura pas de recours à l'article 16 s'il n'y a pas un changement radical et immédiat de politique au Soudan. La France veut parler à tout le monde. La France comprend parfaitement les difficultés des uns et des autres. La France ne veut pas de la déstabilisation de M. BECHIR qui, honnêtement, n'amènerait rien à cette région. Mais la France, aussi, entend qu'un certain nombre de principes soient respectés. Les gens au Darfour ont le droit de vivre. Nous ne pouvons pas accepter ce qu'il s'y passe.

Mesdames et Messieurs, je vous remercie.